

Les politiques de la compassion

Bernard Hours

Depuis la fin du XX^e siècle, en 1990, les discours compassionnels et les pratiques philanthropiques ont connu une explosion parallèle à celle du néolibéralisme postérieur à la fin de la guerre froide et à la disparition du spectre socialiste. Les pays néocommunistes d'Asie ont adopté l'économie de marché et le capitalisme, à l'exception de la Corée du Nord qui fait figure d'anomalie, comme Cuba. Ils ne font plus réellement peur, sauf en termes de concurrence, pour la Chine.

L'interdépendance globale installe un monde nouveau, malgré l'usage fréquent d'un vocabulaire en partie obsolète sur le développement, la démocratie, la liberté, notions passablement modifiées dans la réalité sociale et politique d'aujourd'hui. Si la charité est une valeur des plus anciennes, la philanthropie s'inscrit historiquement dans des sociétés particulières. Les dames patronnesses européennes du XIX^e siècle blanchissaient l'argent extorqué par leurs époux, capitaines d'industrie. Les grandes fondations philanthropiques américaines se développent, quant à elles, avec l'extension du capitalisme américain et la nécessité de recouvrir l'exploitation industrielle par un vernis éthique, béni par la main de Dieu. Dans tous les cas, la philanthropie résulte de la volonté, non pas de redistribuer les richesses, mais d'afficher ostentatoirement,

en société, l'absence d'égoïsme, l'attention à autrui, un mélange subtil de pitié et de bienveillance qui nourrit toutes les formes de paternalisme caritatif. Nous sommes dans l'antichambre du *care* contemporain, ce souci de l'autre érigé en rempart contre les excès mercantiles d'un souci de soi excessif, appelé sommairement individualisme ou narcissisme. La philanthropie ne produit aucun lien social, mais elle masque la sauvagerie de la concurrence et de l'économie de marché. Mieux, elle l'habille de vertu puisque des USA en Chine, les plus riches organisent des galas de bienfaisance, ostentatoires où la richesse est supposée se transformer en générosité et en parodie de solidarité. Au-delà de la vogue globale des postures compassionnelles l'examen des modalités de gestion des marginalités et exclusions est déterminant pour comprendre les logiques, abstraites autant que sociales, qui président à un souci généralisé, de soi d'abord, marchandises obligent, mais aussi des autres, de la planète, le tout pour remplir la notion de développement durable, c'est-à-dire d'une gestion à long terme, se souciant des générations futures. Au nom du confort des générations futures, n'en arrive-t-on pas à faire accepter encore plus de contraintes à nos contemporains, terrassés par ce prétexte bien peu convaincant dans la bouche de la plupart des chefs d'Etats.

La compassion sur les espèces de la nature

La nature est ici assimilée à la biodiversité qui héberge des espèces "naturelles". Le souci de l'environnement s'est développé après la disparition de l'URSS, comme si la fin des deux blocs faisait place à la conscience aiguë des risques écologiques et de l'interdépendance drastique qu'ils produisent entre les hommes, sommés de respecter ce qui reste de nature et toutes les créatures qui la peuplent, humains compris. Le risque politique, le communisme, fait place aux risques naturels comme nouvelle forme d'abandon de liberté au nom de contraintes écologiques nées de l'exploitation irrationnelle et abusive des ressources naturelles. La compassion sur les espèces de la nature, sans objet durant la guerre froide, et la concurrence productive effrénée deviendront avec la possibilité de la globalisation le portail principal où s'affiche le

souci des autres espèces avec, comme corollaire, l'apparition de vocables postmodernes tels que "sociodiversité" pour évoquer la diversité des sociétés humaines. L'homme est ainsi évacué de la primauté que lui conférait l'humanisme depuis la renaissance. Il n'est plus qu'une espèce affublée de ses droits de l'homme. C'est un changement considérable qui va simultanément avec des concepts majeurs, comme "développement durable" et "gouvernance", qui prennent appui sur le sentiment d'interdépendance produit pour édicter des normes conformes au maintien de cette interdépendance. Parce que l'espèce humaine est exposée à des risques, comme d'autres espèces, mais que sa disparition n'est pas envisagée, contrairement à celle des loups ou des baleines, les citoyens de la société civile se voient enfermés dans des slogans sécuritaires au nom d'une morale de l'interdépendance. Au lien social résultant d'un contrat social fait place le sentiment grégaire d'une appartenance naturelle à l'espèce, terrorisée par les risques encourus et soumise à tous les "biopouvoirs" pensables et manipulateurs des risques, voire la menace de la guerre biologique.

Dans ce contexte l'homme n'est plus un sujet politique mais une créature naturelle, comme les animaux. Dans le cadre d'un environnement toxique ou en danger, c'est selon, cette créature est supposée faire l'objet de soucis attentifs qui remplissent les manques de justice et de solidarité. C'est pourquoi la solidarité donne lieu à des fictions et des incantations humanitaires globales. Une telle solidarité virtuelle se présente comme la sublimation d'une interdépendance grégaire, naturelle et durable. La justice, quant à elle, est nécessairement subversive dans un tel contexte. A ce titre elle est incongrue, noyée et dissoute dans les discours solidaires. Ainsi la vague compassionnelle du troisième millénaire est spécifique de notre époque et du premier acte de la globalisation, dans sa ligne morale, celle qui confond avec insistance l'interdépendance et le bien, ce qui est bien pour la planète et ce qui est moralement "humain". Cette moralisation semble bien profitable pour les Etats.

La compassion se substitue aux politiques sociales

Après un siècle de conquêtes sociales, le coût des politiques sociales est aujourd'hui présenté comme inabordable par de nombreux Etats. Les vieux pays industriels peinent de plus en plus à trouver les ressources nécessaires. Les Etats émergents projettent d'offrir à leurs populations une couverture sociale désormais trop coûteuse en Occident, et dont l'étendue tend à rétrécir. Une certaine convergence se dessine, un carrefour où se croiseront dans dix ans, ou moins, des Chinois et des Anglais, des Thaïlandais et des Allemands dans un monde unifié par les contraintes et le recul consécutif des aspirations. Pour éviter de briser des liens sociaux déjà très fragilisés par la violence de l'économie de marché, la philanthropie est une solution qui présente de nombreux avantages. Elle décharge la puissance publique d'un fardeau financier. Elle permet en outre à des personnes privées ou à des entreprises de réaliser des plus-values morales gratifiantes qui mettent en scène le sentiment de compassion, une générosité ostentatoire. En somme une normalité morale, loin de la quête brutale du profit ou de l'égoïsme individuel. C'est ce qu'on nomme entreprise éthique ou généreux donateurs.

Dans ce paysage, la justice tend à faire place à la compassion, l'exigence au sentiment. Il en va de même pour la solidarité qui tend à se remplir de philanthropie, de dons à distance pour des personnes anonymes ou jamais rencontrées, qui sont le ressort de l'action humanitaire. La solidarité ne consiste plus à partager quelque chose, mais à montrer une émotion justifiée par un don, à l'égard de victimes lointaines dont le malheur ne constitue pas une pollution de voisinage mais une pollution morale abstraite, un zeste de mauvaise conscience pour les particuliers qui n'y sont pas pour grand-chose ; un geste magnanime pour les entreprises, qui y sont pour beaucoup. Car la pauvreté pollue. Elle pollue le paysage des touristes comme la conscience des braves gens. Pauvreté, maladie, analphabétisme, violences diverses et exploitation des femmes et des enfants, ces caractères prêtés aux autres, du même monde désormais, rendent la posture compassionnelle évidente et, là encore,

naturelle. Au point qu'on peut ensuite éviter de s'interroger sur les causes de tous ces malheurs, tout ébloui par la moralité du don.

A l'heure des compassions humanitaires globales la charité n'est plus spécifiquement chrétienne et elle est une vertu pour toutes les religions. Au-delà de toute charge religieuse, la posture compassionnelle est devenue, ou tend à devenir, le marqueur d'une normalité morale globale, le signe d'une appartenance à une espèce humaine attentive à son prochain, dans une chaîne d'interdépendances où j'ai besoin d'autrui comme autrui a besoin de moi. "Aider les autres c'est s'aider soi-même". Ce slogan n'a pas été entendu aux USA mais en Chine dont nous allons aborder l'arrivée exemplaire dans l'univers de la compassion ou plutôt dans les politiques de la compassion tant l'injonction et le pilotage étatiques sont manifestes et programmés.

Les politiques de la compassion en Chine

Toute l'histoire de la Chine au XX^e siècle place ce pays à l'antithèse de la commisération, vertu religieuse autant que bourgeoise. Les révolutions sont sans pitié, par nature. Les "réformes" qui ont touché la Chine depuis trente ans ne sont pas seulement économiques. Elles ont des conséquences morales. L'adoption, de fait, du capitalisme - fût-il piloté par un parti communiste - a entraîné une évolution des normes de moralité en direction, non pas de la démocratie occidentale, mais d'un souci de l'autre qui aujourd'hui vient se substituer et se télescoper avec l'ancienne solidarité socialiste, obligée et imposée. A cet égard, les entretiens réalisés avec différentes générations de citoyens chinois, apportent des matériaux éloquentes sur une évolution idéologique et morale profonde et peu analysée.

Les investigations anthropologiques menées à Canton entre 2005 et 2009¹ permettent de mesurer l'émergence d'une moralité globale dont il y a tout lieu de penser qu'elle est une conséquence de l'adoption du capitalisme et de l'apparition d'un sujet consom-

¹ Enquêtes menées avec M. Selim.

mateur et individuel doté d'une conscience morale naguère monopolisée par l'Etat. Celui-ci, en Chine, a adopté une partie des valeurs morales, hier occidentales, pour ce qui touche la détresse, les problèmes sociaux, l'exclusion, c'est-à-dire le malheur des hommes en situations concrètes et non plus mythiques. Les travaux de terrain ont porté successivement sur des organisations prenant en charge des enfants handicapés, des malades mentaux adultes et leurs parents, des personnes âgées, des volontaires dispensateurs de services sociaux. Cette palette d'acteurs donne accès à un champ nouveau où se croisent des travailleurs sociaux professionnels ou volontaires, des organisations proches des ONG en Occident, tous sous le regard attentif de l'Etat qui se construit une nouvelle légitimité, non plus idéologique mais sociale, compatible avec l'économie de marché.

Le chômage qui, avec la crise, frappe les travailleurs migrants qui ont permis l'essor économique de la Chine, en particulier dans la région du Guangdong, est présenté dans les médias occidentaux comme un test et une épreuve pour le gouvernement chinois affronté à une tâche de reformulation du lien social et de la solidarité sociale que ne peuvent plus porter les slogans anciens. La gestion des problèmes sociaux et des inégalités est en effet l'enjeu majeur de la "modernisation" de la société chinoise par un Etat formellement socialiste et un Etat-parti qui a fait du "développement scientifique" son programme. Produire des richesses à grande échelle constitue un succès aussi avéré que fragile puisque se pose, de façon inévitable, la question de la répartition de ces richesses dans la société, devenue diverse, avec des intérêts en partie divergents, avec des individus et des groupes sociaux brièvement grisés par les effluves du libéralisme économiques aujourd'hui en crise, et désormais plongés dans l'inquiétude, la précarité, le chômage. Habités à des succès mythifiés suivis de crises violentes, la Chine et les Chinois apparaissent comme l'un des lieux majeurs pour analyser la globalisation sous l'angle moral.

La gestion de la stigmatisation comme signe de modernité

Au pays de la révolution culturelle, la fin des stratégies de l'anathème, de la mise en quarantaine, constitue une rupture importante. A mesure que l'inclusion dans le parti communiste n'est plus qu'un accessoire optionnel de réussite sociale, l'exclusion sociale apparaît comme un phénomène problématique, pénible, dont la visibilité se développe, avec les capacités de revendication et de protestation qui vont avec. L'étalage brutal de la richesse a constitué l'extrême pauvreté en problème social ; dans le mythe capitaliste américain, le pauvre c'est celui qui est incapable de devenir riche, la tare extrême dans le libéralisme radical. En Chine, après des décennies de fictions égalitaires, l'apparition sociale de la pauvreté n'est que le pendant obligé de l'apparition de la richesse. Chaque génération de Chinois entretient une vision particulière de la société, plus solidaire pour les anciens, plus concurrentielle parmi les jeunes, sans parler des perceptions différentielles résultant de la position sociale et du milieu d'origine. La stigmatisation qui jetait, naguère, l'opprobre sur les "réactionnaires" ou les peu performants, est aujourd'hui considérée comme anormale et injuste par les Chinois urbains, éduqués, par l'Etat lui-même qui orchestre et maîtrise ces évolutions avec habileté.

Le gouvernement chinois a installé en quelques années l'image d'un Etat sensible et compatissant, bienveillant à l'égard du peuple, loin de la figure, diabolisée en Occident, d'un pouvoir totalitaire brutal. Il suffit d'observer la présence médiatique du Premier ministre sur les scènes des grandes catastrophes ou ses dialogues sur Internet, pour mesurer la maturité du phénomène. Le tremblement de terre de 2008 est symptomatique à cet égard, avec une stratégie étatique de forte présence et de visibilité. L'Etat gère le risque de désordre, mais en plus "il a du coeur" pour parodier le discours des ONG humanitaires occidentales. Cette volonté de gagner une légitimité "humanitaire" aux yeux des citoyens rend le vocable de "totalitaire" passablement obsolète dans ce contexte.

L'internement psychiatrique était devenu, sous l'URSS, le symbole de l'enfermement des dissidents, déclarés "malades". Les organisa-

tions étudiées de prise en charge d'enfants dits "autistes" et de malades mentaux se situent donc dans ce champ de postures nouvelles à l'égard des déviances les plus fréquentes ou de pathologies stigmatisantes, à un moindre titre que le SIDA, nié par les autorités chinoises jusqu'il y a peu d'années. Les thérapies de l'enfermement et de l'exclusion n'ont plus cours en Chine, sauf évidemment pour toutes les formes de contestations politiques qui sont peu tolérées, en particulier lorsqu'elles exportent le témoignage des multiples abus de pouvoir dans la société. Les enfants rencontrés dans l'ONG "Plein soleil" (nom fictif) à Canton sont diagnostiqués trisomiques ou "autistes", cette dernière dénomination désignant surtout des enfants dits "agités" en Occident. La politique de l'enfant unique fait des trisomiques une catastrophe pour les familles, bien qu'elle procure le droit d'avoir un autre enfant. Les parents sont abasourdis, autant que les grands-parents, devant de tels événements qui traumatisent tous. La rareté ou l'absence d'institutions spécialisées provoque de grandes difficultés. De ce fait sont nées à Canton, depuis cinq à dix ans, une quinzaine d'organisations privées, reconnues ONG ou non, plus ou moins à but lucratif, qui prennent en charge la détresse des enfants et des familles, avec des thérapies comportementalistes américaines assez brutales et peu sophistiquées. Le poids de la norme sociale pèse lourdement sur les épaules des parents, qui, le plus souvent, tentent une scolarité normale jusqu'à une exclusion qui les emmène dans ces prises en charge privées de qualité inégale mais qui, objectivement, rendent de grands services en offrant, contre rémunération plus ou moins élevée, une prise en charge qui permet de continuer à travailler pour le père et/ou la mère. Le gouvernement tarde à avoir une politique à l'égard de ces familles hors de tout système de solidarité. La compassion de quelques organisations privées, parfois chrétiennes, s'y substitue. Mais il s'agit d'un service compassionnel éducatif et rémunéré qui se substitue à l'absence de politique en la matière.

Tel n'est pas le cas des malades mentaux et de différents types de handicaps qui font l'objet d'une attention soutenue et médiatisée de la part de l'Etat, à travers la fédération des handicapés. Cette orga-

nisation paraétatique, énorme ONG d'Etat ou fondation, est dirigée par le fils de Deng Xiaoping, défenestré durant la révolution culturelle et soupçonné de malversations financières importantes dans la gestion de cette organisation très riche. L'enquête réalisée auprès des parents dans un centre de jour pour malades mentaux sous la tutelle de cette fédération, nous met en présence d'une politique délibérée de prise en charge des problèmes des malades et de leurs parents, largement inspirée, et financée en partie, par des organisations privées de Hong-Kong, relais de l'Occident, avec Taiwan, dans l'introduction du travail social, de la lutte contre l'exclusion et la marginalité provoquées par les handicaps. Cette influence occidentale contribue à inscrire dans la "modernité" chinoise de nouvelles approches du handicap, non stigmatisantes, pédagogiques, visant à intégrer les handicapés dans la vie sociale. Ces approches sont intégralement importées des USA, sans ajustements vis-à-vis des contraintes locales. Les fondations charitables de Hong-Kong subventionnent de nombreuses organisations à Canton et en Chine. Elles exercent de fait une pression sur l'Etat, qui ne peut faire moins que ces organisations privées, largement chrétiennes.

Ainsi, la compassion et la pitié entrent en Chine par des canaux plus ou moins religieux mais non prosélytes. L'Etat dispense quant à lui un discours humaniste abstrait mais émotionnel qui vise à manifester son humanité et son souci du peuple, y compris dans la souffrance. Cette inflexion explicite du discours sur la société, plus social, plus sensible, plus assistanciel, marque une évolution notable, l'autorité se faisant chaleureuse et humaine, attentive aux malheurs des citoyens. L'ouverture à la société civile, aux désirs et affects des gens est manifeste. Elle demeure en partie fictive puisque l'Etat tente de se défaire sur la société, mais le surplomb autoritaire de l'Etat sur la société est clairement et volontairement adouci. Les "perdants" de l'économie de marché, les malades, les handicapés, méritent d'être considérés avec humanité et gérés avec une attention bienveillante sans les brutalités usuelles antérieures. Parmi la centaine d'entretiens avec les parents réalisés dans un centre de jour pour malades mentaux dits guéris les récits révèlent

des actes de violence à l'école ou dans la rue à l'origine de nombreux cas de troubles psychiques. Les parents interrogés sont partagés entre une sourde rancœur contre l'Etat, qui a permis la violence sociale et la corruption, et la satisfaction de rencontrer d'autres parents pour partager les mêmes problèmes. Dans ce lieu, les travailleurs sociaux en place ont pour tâche de distraire et d'éduquer les malades mais aussi de prendre en charge une partie de la souffrance et de la honte des parents réunis une fois par semaine pour entendre des conférences, participer à des jeux et au travail du centre, conformément aux méthodes classiques de l'animation participative. Ces parents sont un peu étonnés "qu'on se soucie de leur malheur" et qu'on "prenne soin" de leurs enfants adultes, car cette politique du *care* est récente et les récits de vies entendus évoquent des événements où la violence sociale domine, accablante.

Ce partage du malheur, cette compassion érigée désormais en valeur de la société par une volonté explicite de l'Etat pour "civiliser" les rapports sociaux, suivant une expression fréquente et officielle, intervient dans un paysage institutionnel presque vide de lieux de prise en charge, sauf depuis quelques années. On peut affirmer que ce sont les actions d'organisations privées qui ont contribué à déclencher des initiatives étatiques devenues désormais un début de politique sociale en direction des handicapés de toute nature. Il faut souligner néanmoins qu'à l'échelle de la Chine la tâche est énorme. Pour l'heure, on ne signale pas ici des résultats majeurs mais un virage profond dans la gestion de la société, et des problèmes des catégories sociales exposées à être exclues dans une économie de marché historiquement habituée au développement de la philanthropie. L'évolution chinoise observée ne serait, en partie, qu'une conséquence de l'adoption de l'économie de marché.

De la compassion à la solidarité

Les enquêtes réalisées auprès de personnes âgées et de volontaires bénévoles nous mettent en présence d'activités de solidarité plutôt que de compassion. Il ne s'agit plus d'alléger les souffrances nées de malheurs spécifiques ou de pathologies mais de s'adresser à des

concitoyens pauvres, âgés, jeunes, présentant des besoins particuliers. Une centaine d'entretiens ont été menés dans un centre de quartier destiné à offrir aux personnes âgées du quartier, des jeux, des éléments d'éducation, des divertissements, chants, danse, poésie. Cette organisation est gérée par le comité de quartier, soutenue et subventionnée par une fondation de Hong-Kong, comme précédemment. Il s'agit d'un nouvel exemple confirmant l'influence philanthropique à l'occidentale développée depuis quelques années en Chine, avec l'assentiment actif de l'Etat.

Les personnes rencontrées sont actives et autonomes. Elles trouvent dans ce centre une alternative à la solitude. Le programme pédagogique est celui d'une animation joyeuse à base d'émulation, parfois de slogans dynamisants, dans une ambiance évidemment participative. Cette organisation de quartier présente l'intérêt particulier de pouvoir observer l'influence de Hong-Kong en termes de méthodes pédagogiques et d'idéologie au contact des autorités du quartier qui exercent la tutelle sur le centre présenté comme un modèle de développement social. On observe ainsi, se côtoyant, les restes d'une rhétorique d'animation socialiste (chants, concours, gestion collective), tout comme des méthodes importées des Etats-Unis (musique, gadget, animation communautaire). On voit se dessiner ainsi une synthèse typiquement chinoise d'emprunts sans ajustements insérés dans un contexte organisationnel endogène, celui du quartier comme entité politique et sociale de base, avec ses autorités et ses symboles de la collectivité néosocialiste. La production principale de ce centre, outre le divertissement des personnes âgées est celle d'une image de la solidarité sociale, d'une chaleur en partie factice. Le message central est le suivant : "La société s'occupe de vous" ou "la société s'occupe des personnes âgées." Il s'agit donc d'un embryon non représentatif de politique sociale, érigé en modèle à reproduire, avec quelques héros locaux, vieillards hilares serrant la main du Premier ministre, bons élèves de la classe, dont les histoires de vie ramènent parfois des récits de malheur et d'injustice... à oublier. Cette mise en scène d'une fiction de bonheur est-elle si différente de l'arbre de Noël dans un hospice européen ? L'inscription de l'image d'une société solidaire atten-

tive à ses membres est ici centrale. Elle ne s'adresse plus à des handicapés exposés au risque de marginalité mais aux anciens dans une tradition qui convoque à la fois Confucius et le socialisme dans un élan syncrétique ajusté à la "société harmonieuse" programmée.

Cette notion de "société harmonieuse" ne mérite pas seulement la dérision dont elle est souvent l'objet en Occident. Elle présente, au-delà du slogan, un sens positif pour de nombreux Chinois, sensibles aux inégalités sociales et aux violences nées de la corruption. Les visites à domicile faites par des volontaires à des personnes âgées non mobiles, les petits cadeaux d'anniversaire qui leur sont portés, touchent un nombre très limité de personnes mais représentent une aspiration sociale et politique majeure qui vise à produire de la sollicitude pour construire un consensus émotionnel et affectif, comme dans l'idéologie humanitaire occidentale. Une telle analyse se confirme à l'examen de la vogue que connaît le volontariat auprès de Chinois de conditions diverses. Loin de la philanthropie des plus grosses fortunes qui s'étale dans des hôtels cinq étoiles à Pékin ou Shanghai, de celle tout aussi tapageuse des entreprises ou des ambassadeurs dans les mêmes lieux médiatiques dorés, de nombreux Chinois urbains, jeunes et moins jeunes se sont engagés dans des activités de services volontaires en direction de groupes sociaux ciblés, de personnes âgées ou d'élèves des écoles. Les discours de ces volontaires montrent une grande variété de profils sociaux, d'âges, de revenus aussi. Ces engagements s'inscrivent dans deux organisations principales à Canton, l'une nationale proche de l'organisation nationale des jeunes, l'autre municipale liée à la ville de Canton.

La promotion du volontariat apparaît comme une stratégie à grande échelle depuis quelques années. Depuis les *hotlines* téléphoniques, jusqu'aux visites à domicile, en passant par le soutien psychologique ou scolaire, les volontaires sont nombreux à donner quelques heures de leur temps, chaque semaine ou chaque mois. Ces prestations sont inscrites sur un carnet et les étudiants actifs reçoivent un bonus. Les mobiles évoqués par les acteurs sont les suivants : pour certains, il s'agit de donner du sens à sa vie par l'altruisme, pour

d'autres, c'est le prolongement contemporain de l'activisme politique communiste passé, pour d'autres encore "aider les autres c'est s'aider soi-même". Demain ils auront besoin de la solidarité et de la sollicitude des autres. L'économie psychique de ces investissements est souvent complexe, parfois contradictoire, lorsqu'on rencontre des volontaires qui ont abandonné leur travail, jugé sans intérêt. Les jeunes y cherchent un sens du lien social fragilisé par la concurrence sauvage. Les moins jeunes y trouvent les relents d'une société harmonieuse passée ou future, toujours réinventée, à travers les vicissitudes de l'histoire chinoise, les traumatismes de la révolution culturelle, cicatrisés, mais inscrits dans les mémoires.

La précarité de la vie quotidienne, démultipliée par la crise en cours, ne pourra que renforcer cette quête d'une société civile politiquement interdite mais socialement mise en scène pour produire le consensus requis et la stabilité qui en découle, présentée comme le suprême bienfait tant par le gouvernement que par la majorité de la société, hors dissidents et groupes sociaux en colère. Quelques figures de volontaires médiatiques peuplent cette scène par des émissions de télé-réalité productrices d'émotions morales et de la nécessaire émulation, typique des émois chinois orchestrés.

La production du consensus

Des parents d'enfants "autistes" aux volontaires des services bénévoles, en passant par les malades mentaux et les personnes âgées, l'observation des initiatives actuelles en Chine nous met en présence d'un "souci de la société" largement nouveau. "Moins de gouvernement, plus de société" dit l'Etat. Ce virage irréversible s'inscrit dans la suite des réformes économiques et les complète, comme le *care* vient avec le capitalisme et ses effets sociaux. L'Etat chinois se défause sur la société d'une partie de la gestion du social que l'économie de marché lui interdit de monopoliser désormais ; l'émergence du consommateur a provoqué, en partie, celle d'un citoyen qui se cherche. Dans ce contexte, la production de nouvelles formes de consensus est vitale pour le régime qui l'a parfaitement et rapidement compris. L'ère des anathèmes, des slogans éradicateurs et excluant est terminée. Le marché a permis un

champ social plus ouvert, béant parfois, à l'exclusion du champ politique, le dernier monopole ou bastion dont la légitimité est indexée sur la stabilité sociale et l'ordre, entendu au sens le plus large, auquel les Chinois semblent majoritairement attachés.

La politique du *care* consiste pour l'Etat à prendre soin de la population et à manifester sa sollicitude à l'égard des plus fragiles. L'attention portée à autrui s'interprète dans ce champ qui est présenté comme moral et qui est politique. Il s'agit en effet de produire du consensus social dans une société fracturée par les réformes et une croissance peu maîtrisée. La destruction des solidarités antérieures impose à l'Etat de traiter les "perdants" avec une humanité susceptible de rendre le pouvoir moral et bienveillant, aimable finalement plutôt que craint. Cette moralisation du politique en Chine passe par le développement d'une civilité jusque-là oubliée, d'un retour à des pratiques "civilisées" conforme à la morale véhiculée par la globalisation. C'est le prix à payer par le régime pour bénéficier durablement des dynamiques globales.

Pour l'heure, il semble qu'on observe plus d'attitudes et de discours que d'actions, mais la crise présente accélère ce passage à l'action et rapproche rapidement la société d'un mode de production occidental du consensus probablement inesquivable. Par sa capacité à produire des liens sociaux nouveaux, conformes à la situation actuelle, l'Etat chinois parviendra, ou non, à assurer sa reproduction, avec ou sans parti communiste "humanitairement".

Hours Bernard. (2010)

Logiques sociales et normes globales : les politiques de la compassion

In : Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.).

Anthropologie politique de la globalisation

Paris : L'Harmattan, p. 101-114. (Anthropologie Critique)

ISBN 978-2-296-11169-1